

On s'abonne au bureau du journal, rue de l'Ange, n° 627, où les lettres et envois doivent être adressés franc de port.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
(Par trimestre.)

Pour Namur. 4 fl. 50 c.
Pour les autres villes. 5 20

COURRIER

DE LA SAMBRE.

INSERIONS ET AVIS
Prix par ligne d'impression, 10 cents.

Avis aux abonnés

Les abonnements commencent à toutes les époques, mais doivent échoir à la fin de mars, juin, septembre et décembre.



N° 429.

SAMEDI.

20 AOUT 1831.

INTERIEUR.

BRUXELLES, 18 août.

APERÇU DES ÉVÉNEMENTS QUI ONT EU LIEU DANS LE DISTRICT DE SAINT-NICOLAS.

Depuis trois mois le commissaire du district de St.-Nicolas a mis tout en œuvre pour obtenir qu'on armât sa garde civique, et qu'on envoyât des canons et des troupes au fort Ste-Marie, qui domine l'Escaut, et qui était pour nous une position inappréciable. Mais, loin de satisfaire à des demandes si justes, on retira, quelques jours avant la reprise des hostilités, les troupes appartenant au 8^{me} de ligne, pour les remplacer par quelques recrues qui, pour la plupart, allaient au feu pour la première fois.

De ces actes notoires d'incurie, sont résultés : 1° l'occupation du fort Ste-Marie et des écluses par les Hollando-Prussiens; 2° l'occupation de Calloo, l'incendie de quinze fermes dans ce village, la dévastation, le pillage d'un grand nombre de maisons, et la mort d'une foule d'habitants; 3° l'inondation des polders qui occasionne des pertes immenses pour l'état, et provoque la ruine d'un grand nombre de familles.

Qui ne croirait, en lisant ces lignes, en voyant une si mauvaise organisation présider aux points les plus menacés du pays, que l'ennemi n'ait eu aucune peine à pénétrer? Heureusement que le patriotisme veillait pour notre salut.

Au premier bruit de l'attaque des Hollandais, un détachement de tirailleurs liégeois, sous les ordres du major Lochtmann, et quelques compagnies des gardes civiques de Beveren et de St.-Nicolas, ne craignirent pas de s'exposer, contre des forces bien supérieures, pour empêcher la marche de l'ennemi. Dans cette occasion, plusieurs officiers et bourgeois se distinguèrent. On peut citer entre autres : MM. le lieutenant comte de Berghyck, d'Hollislager, fils, et le vicaire Bisschop. Cette conduite courageuse eut un plein succès, car l'ennemi se retira au fort Ste-Marie et sur les canonnières, et depuis, aucun n'osa paraître aux environs de Beveren. Immédiatement après ce fait d'armes, les gardes civiques de Lokeren et des districts de Termonde et d'Alost accoururent à la défense du pays, d'après les pressantes sollicitations du commissaire du district de St.-Nicolas. Quelques jours après, M. le lieutenant-colonel Chazal vint prendre le commandement des tirailleurs liégeois; il organisa un plan de défense, fit construire des barricades et se prépara à bien recevoir les Hollandais. Là, comme à Burgh, à Hulst et à Zwyndrecht, la valeur devait suppléer aux autres moyens de défense. Les deux canons envoyés d'abord furent réclamés, et l'on eut l'indignité d'en envoyer d'autres, sans caissons, sans chevaux d'artillerie, et presque sans munitions.

Tant de contrariétés ne parvinrent pas à ébranler le courage de nos troupes. M. Chazal, dont la fermeté et le mérite sont appréciés ici par la généralité des habitants et des militaires, régularisa le service, et déclara qu'il était résolu à défendre Beveren jusqu'à la dernière extrémité. Les ordres supérieurs étaient donnés, cependant, d'abandonner, en cas d'attaque, Beveren, St.-Nicolas, et de diriger les troupes sur Termonde. Heureusement qu'un digne fonctionnaire public s'opposa à ces mesures. Plusieurs chefs des gardes civiques, indignés des manœuvres contraires à notre sûreté, manifestèrent le désir de voir à leur tête le susdit fonctionnaire, au cas où l'on serait obligé de se défendre. M*** était décidé à ne pas abandonner un pouce de terrain et à préserver son district de la présence de nos cruels ennemis. En effet, rien ne nécessitait l'abandon de Beveren, du pays de Waes, le plus beau pays de la Belgique : soldats, gardes civiques, courage, zèle, patriotisme, tout était là. Il n'y manquait que des armes et des canons, et certes il dépendait des généraux d'en envoyer. Sans leur malheureux système, Hulst était à nous.

Dimanche passé, sur le bruit que quelques Hollandais avaient paru aux environs de la Clinge, M. Chazal, d'accord avec le commissaire du district de St.-Nicolas, résolut de prendre Hulst. Les chefs des différents corps furent prévenus. Le rendez-vous était à Saint-Gilles, à minuit. Le commissaire du district s'y rendit avec M. Piron, colonel des gardes civiques de Saint-Nicolas : ils y trouvèrent M. Chazal, avec ses tirailleurs; le capitaine Lessain (qui s'était déjà distingué par sa brillante valeur à Burgh), avec trois cents hommes du 3^e de ligne; M. de Contreras, avec ses artilleurs et deux canons; M. de Robyns, à la tête des gardes civiques qu'il commandait, etc. Mais bientôt après, le colonel commandant la brigade fut averti de ce qu'on allait tenter; il donna contre-ordre dans toutes les communes, et défendit d'une manière formelle de se porter en avant. On eut toutes les peines du monde à contenir les soldats désespérés de ce contre-temps. L'on a appris depuis que les rapports qu'on avait obtenus sur les localités étaient exacts. Il y avait à peine quatre cents hommes à Hulst : plusieurs étaient atteints de la petite vérole; ils craignaient d'être atta-

qués, et se seraient rendus en peu d'instans. Il y avait à Hulst douze canons qui nous seraient venus fort à propos. Tous ceux qui avaient pris part à cette tentative sont inconsolables. C'eût été du moins une parcelle de gloire au milieu de tous nos revers. Il semble que la fatalité ait présidé à toute campagne; heureusement que notre courage n'est pas éteint.
(L'Indépendant.)

PIÈCE OFFICIELLE.

Nous, LÉOPOLD 1^{er}, Roi des Belges,
Sur le rapport de notre ministre de la guerre,
Instituons une commission militaire qui sera chargée de procéder aux enquêtes sur la conduite tenue par des militaires de tout grade dans les événements récents, d'après les indications qui lui seront fournies par notre ministre de la guerre.

Sont nommés à cet effet :
Président de ladite commission, le général de division, Wautier;
membres de ladite commission, le général de brigade, Duval de Blargnies; le colonel de la gendarmerie, Brixhe; le colonel commandant le Luxembourg, Buzen; le major d'artillerie, Dupont.

Notre ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 août 1831.

LÉOPOLD.

Par le roi,

Le ministre de la guerre,
De Brouckere.

Le roi a fait venir M. le docteur Vleminckx dans son cabinet, pour s'assurer de la manière dont étaient soignés et pansés les blessés.

— Une colonne de l'armée française est arrivée hier à Waremmé; elle doit se diriger sur Oreye et de là sur Tongres.

— Saint-Trond est évacué par les Hollandais; les communications sont rétablies avec cette ville.

— Le général de Wautier, commandant l'armée des Flandres, aussitôt qu'il a eu connaissance de la cessation des hostilités, a réclamé des commandans hollandais du Sas-de-Gand, Oostbourg et Hulst, l'ouverture des écluses, afin de faire écouler les eaux qui inondent nos Polders. Nous apprenons que cette demande n'a pas été vaine, et que des ordres sont donnés pour faire cesser cette calamité.

— On lit dans le *Journal des Flandres*, de Gand :
Hier au soir, quelques rassemblemens ont eu lieu à la Place-d'Armes. M. le commandant de place a de suite pris les mesures convenables pour prévenir le désordre. Nous applaudissons à ces mesures de précaution, mais nous engageons encore plus fortement nos concitoyens à ne pas les rendre nécessaires par des rassemblemens devenus sans but aucun, aujourd'hui que, par la retraite des Hollandais, les sinistres projets de certaines gens ne doivent plus inspirer aucune crainte. Qu'on se souvienne d'ailleurs qu'en tout cas l'autorité seule a le droit de poursuivre et de faire punir ceux qui méritaient de l'être.

— On attend à Gand, pour le 21 de ce mois, le 2^e chasseurs à cheval et les quatre compagnies de tirailleurs francs qui faisaient partie de l'armée de la Meuse.

Nos sapeurs-pompiers sont entrés ce matin en notre ville.
(*Journal des Flandres.*)

— Les journaux de La Haye annoncent l'arrivée de la frégate le *Rupel* venant de Java, d'où elle était partie le 17 mars. Tout y était tranquille, les finances en bon état et l'armée sur un pied respectable. Deux Belges, MM. Louis et Van Kerhoven, avant, dans une conversation, exprimé leur approbation de la révolution belge, avaient été sur-le-champ arrêtés par ordre du gouverneur-général.

— On lit dans l'*Echo des Frontières* :
Dimanche après-midi, 280 voitures du train, destinées pour l'armée du Nord, ont traversé Valenciennes. Les caissons renfermaient des gargousses pour n° 8 et 12, des obus de 24, des cartouches pour l'infanterie, artifices, etc. Chaque attelage se composait de quatre chevaux vigoureux. Toutes les voitures ont été se ranger sur la plaine de Mons. Un grand nombre d'habitants sont accourus le lendemain à six heures du matin, pour assister à leur départ; elles ont mis une heure et demie à défilé.

Le même jour, trois batteries d'artillerie du 1^{er} régiment sont arrivées à Anxin, d'où elles sont parties le lendemain matin pour la Belgique.

Lundi dernier, une compagnie d'infirmiers avec leurs caissons d'ambulance ont traversé Valenciennes. Ils vont rejoindre l'armée du Nord.

Il paraît qu'il n'y a pas de fours militaires en Belgique. Les fours de la munitionnaire de Valenciennes sont occupés jours et nuit : lundi passé, on y a cuit 80,000 rations; le même jour, 100 voitures chargées de vivres sont parties d'ici pour la Belgique.

— On dit qu'il y a eu à Londres une conférence entre les divers membres de la diplomatie, dans laquelle il aurait été résolu qu'on raserait la forteresse d'Anvers; mais il paraît que M. Talleyrand se serait fortement opposé à l'exécution de cette détermination: en sorte que des négociations seraient déjà entamées entre le cabinet français et la conférence de Londres. Bien qu'on regarde cette fameuse conférence comme dissoute, elle n'en existe pas moins; car elle tient des séances très-fréquentes à Londres: et bien qu'elles ne soient pas peut-être régularisées, et que ses actes ne paraissent pas comme émanés de la conférence, ils sont regardés comme sanctionnés par les diverses puissances qui y ont des diplomates pour les représenter. Les puissances du nord n'ont pas mieux demandé que d'avoir aussi un agent à Londres pour y continuer les œuvres de la sainte-alliance; les actes que cet agent signe ne sont pas regardés par ces puissances comme les liant d'une manière aussi irrévocable que s'ils étaient signés dans leurs capitales respectives.

— M. Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie près du Palais-Royal, se tient toujours prêt à partir. Il fait toujours courir le bruit que ces préparatifs n'ont pour but qu'un court voyage qu'il a l'intention de faire en l'Angleterre; mais il paraît assez évident qu'ils ont un autre but. Malgré les assurances des intentions pacifiques qu'il ne cesse de donner au ministère français, il ne sait lui-même comment la cour de Russie croira devoir prendre les affaires de la Belgique; et il attend avec anxiété des ordres ultérieurs.

— Le *National*, après avoir discuté les causes qui ont amené à la séance de la chambre des députés du jour la scène la plus orageuse dont les annales de cette assemblée offrent encore l'exemple, annonce qu'il est question que M. Périer se retirera dans la nuit même, ou bien qu'on demandera à la chambre des députés, et que la dissolution de cette chambre s'ensuivra immédiatement.

— Si le *Moniteur Belge* ne reçoit 25 mille florins du trésor public, qu'à la condition de nous cacher l'état de nos affaires, il a bien gagné son argent depuis huit jours.

— A propos du *Moniteur*, comment, sous son ministère où il y a des gens du métier, le journal ministériel est-il si mal écrit?

— Nous ne partageons pas le préjugé populaire, malheureusement trop répandu, que plusieurs des personnes qui se sont chargées de nos affaires, pendant la révolution, n'ont pas négligé les leurs. Cependant nous ne serions pas fâchés que, pour leur justification, il fût possible de dresser au bureau des hypothèques un état comparatif de leur avoir, avant et depuis le mois de septembre dernier.

— Tout le monde se rappelle avoir vu dans les rues de Bruxelles un marchand de *plaisirs*; cet individu, qui était un espion des Hollandais, a été fusillé à Louvain.

Depuis long-temps il était regardé comme suspect par beaucoup de monde, et sa mise assez élégante, trop élégante pour un homme de sa profession, contribuait encore à justifier les soupçons. N'a-t-on pas lieu d'être étonné que ce marchand n'ait pas attiré l'attention de notre police? Sous l'administration de Knyff, les investigations contre les voyageurs étaient poussées jusqu'à la tyrannie; quelques-uns de ces agens intimes sont encore en place aujourd'hui, et maintenant ces choses qui sautent aux yeux de tout le monde, leur échappent; en vérité si le patriotisme de ces hommes n'était bien connu, on serait presque tenté de croire que le marchand de *plaisirs* était de leurs amis.

— Hier sont arrivés de Malines en cette ville environ 180 de nos blessés sur une trentaine de nos charrettes: ces braves, malgré leurs douleurs, ne paraissent nullement abattus.

— On nous assure que l'armée prussienne est en mouvement sur le Luxembourg, et l'on ajoute que le maréchal Gérard a reçu de la conférence de Londres une estafette qui l'invite, aussitôt que l'armée du prince d'Orange aura évacué le territoire belge, à retirer son armée en France. Nous ne garantissons point l'exactitude de ces deux nouvelles, quoiqu'elles ne soient pas invraisemblables.

— Extrait d'une lettre datée de Beveren, le 16 août, par un artiller de la garde bourgeoise de Gand.

« Dimanche dernier, vers les dix heures du soir, nous nous sommes mis en route avec nos canons dans l'espoir d'aller prendre Hulst, petite ville située à quatre lieues d'ici. Je ne pourrais vous dire l'enthousiasme qui était parmi nos canonniers et les troupes de ligne lorsqu'ils ont appris qu'ils pouvaient aller au feu. Quand nous eûmes fait 2 lieues, on nous fit savoir que nous devions retourner sur nos pas, parce que les renforts que nous devions recevoir de Verreboeck et Saint-Nicolas ne s'étaient pas mis en route, attendu que le plan projeté n'avait pas été adopté. Notre compagnie qui formait l'arrière garde de la colonne, ne voulut point se rendre aux ordres de M. Chazal, faisant les fonctions de colonel, et elle prit la résolution d'aller en avant: Aussitôt nous nous remîmes en route pour marcher à l'ennemi. Les cris de joie que poussèrent nos soldats réveillèrent ceux du 3^e régiment de ligne, qui nous accompagnaient.

» L'exemple d'insubordination était contagieux, tous les soldats jurèrent de nous suivre, malgré les ordres contraires de leurs chefs: on n'entendit que cris de vengeance contre la trahison.

» Déjà notre corps avait traversé le village lorsque M. le colonel vint tout essoufflé prier notre capitaine de persuader à notre compagnie que l'expédition était manquée; que nous ne pouvions en espérer aucun résultat, si ce ne fut la perte de notre artillerie et de nos hommes, que nous allions livrer à l'ennemi. Nous nous rendîmes enfin à ses vives sollicitations. Ce contre-ordre avait consterné tous nos hommes, et ils ne se remirent en chemin pour revenir que sur la promesse du colonel de recommencer l'expédition au premier jour.

« Ce seul fait vous prouvera de quel esprit et de quel zèle nos artilleurs et nos soldats sont animés. Tous les habitans de cette commune nous prodiguent des éloges et nous prient de ne point les quitter aussi long-temps que les cannibales infesteront leur voisinage. »

JOURNAUX ANGLAIS.

Les journaux anglais du 15 ne contiennent aucune nouvelle importante. La dernière séance du parlement était exclusivement consacrée aux affaires du couronnement et de la réforme, et au sujet de cette dernière, plusieurs amendemens intéressans ont été proposés et en partie adoptés.

Ces journaux, en accordant une bonne part de leurs colonnes aux rapports sur les opérations militaires, qui vont jusqu'au 13, se sont généralement abstenus d'y ajouter comme de coutume leurs réflexions en faveur de l'une et l'autre des parties. On doit cependant excepter le *Times*, qui contient un assez long article à ce sujet, et principalement sur le résultat de l'intervention française, et dans lequel les Belges, autant que les Hollandais, ont à peu près leur part égale dans le blâme comme dans les éloges. La disparité qui a existé dans la composition comme dans la force numérique des deux armées, et surtout ce qui doit être imputé à l'insouciance de notre administration de la guerre, n'y sont nullement oubliés.

JOURNAUX ALLEMANDS.

Nous remarquons que le supplément de la *Gazette de Cologne* contient une lettre datée d'Elberfeld, du 13 août, par un voyageur, où l'on assure, de la manière la plus positive, que sur toute la ligne de la frontière de la Prusse-Rhénane, il n'y a pas le moindre mouvement de troupes, qu'aucune trace d'inquiétude ou d'alarme sur l'intervention française dans nos affaires ne se fait remarquer, et que toutes les nouvelles d'une part directe ou même indirecte qu'aurait prise ou que prendrait encore le cabinet de Berlin en faveur de celui de La Haye, sont dénuées de fondement.

Cette assertion trouve aussi son appui dans une lettre de Berlin, du 7, insérée dans la *Gazette d'Augsbourg*, dont voici le commencement: « La cause néerlandaise-hollandaise trouve peu de partisans en Allemagne. La conduite que ce gouvernement a tenu pendant quinze ans, relativement à la libre navigation du Rhin stipulée à Vienne, et de telle autre mesure du même genre, ont fait une trop mauvaise impression. Dans la cause polonaise, y est-il dit ensuite, la diplomatie se manifeste bien moins que dans celle de la Belgique. Là les affaires commencent à avoir un aspect sombre. Tout le courage des guerriers polonais beau être exemplaire et digne d'admiration, son succès ne paraît que très-douteux, à cause de la trop grande disparité des forces.

NAMUR, 19 août.

PHYSIONOMIE DE BRUXELLES

(LE 18 AOÛT.)

Bruxelles semble un peu respirer depuis le retour du roi. Les acheteurs qui, pendant les dernières affaires, avaient fermé leur bourse, commencent à fréquenter les magasins de tous genres; mais le commerce n'est pas moins abattu, comparativement à l'époque récente où l'avènement de notre roi était célébré au milieu des fêtes, des plaisirs et d'un enthousiasme général. L'invasion perfide des Hollandais a jeté une telle stupeur au sein de la ville, que les habitans croient encore rêver en se rappelant que nos ennemis se trouvaient, il y cinq jours, à deux lieues de la capitale de la Belgique. On se demande pourquoi, dans une crise pareille en présence des troupes de *Saxe-Weimar*, une proclamation, un simple avis n'a point prévenu le peuple d'élever des barricades, de dépaver les rues et d'improviser une résistance quelconque, comme en septembre 1830? Sans l'armée française, sans l'arrangement conclu entre elle et le prince d'Orange, il était loisible à ce dernier d'apparaître parmi nous, précédé du héros de Maubeuge, qui avait à se venger de la haine et du mépris des Belges. Un seul coup de fusil tiré involontairement ou à dessein, eût mouvé d'horribles représailles. Rendons grâce à l'amitié de nos voisins; nous y avons toujours compté; car il est de leur intérêt de soutenir un principe en vertu duquel Louis-Philippe règne sur les Français. Quand les esprits seront plus rassurés, quand de solides garanties données par Guillaume nous laisseront le loisir de nous occuper de nos institutions et de l'avenir du pays, alors, jetant un regard en arrière, nous pourrions peut-être dévoiler la cause d'un malheur que la majorité appelle trahison; alors, à la barre de la nation, seront traduits les hommes *ineptes* ou les *traîtres* qui ont conduit la patrie à deux doigts de sa perte.

En attendant, cherchons à fermer ses plaies autant qu'il dépend de nous, entourons le roi de notre amour et de notre zèle; on ne saurait trop le répéter: *l'union fait la force.*

Voici, sur la défense de la porte de Diest, à Louvain, par les artilleurs de notre garde civique, quelques détails dont nous garantissons l'authenticité:

La compagnie fut placée en batterie hors de la porte de Diest (*), le 11 dans la soirée; l'artillerie de la ligne, commandée par le capitaine Eenens, se trouvait sur les boulevards entre la porte de Diest et celle de Tirlemont. Le 12, vers huit heures du matin, l'ennemi se présenta; nos braves compatriotes, parmi lesquels se trouvaient trois Montois,

(*) C'est par erreur que dans un article inséré dans notre avant-dernier N^o nous avons annoncé qu'elle se trouvait sur les remparts.

les nommés Collinet, Gabriel et Blairon firent jouer les deux pièces qui leur avaient été confiées. L'importance de la position qu'ils occupaient, leur gauche appuyée sur le pont de la Dyle, fit juger nécessaire un renfort de deux pièces; ils les reçurent entre neuf et dix heures du matin. Plus de cinq cents coups de canon furent tirés par eux, et ils se maintinrent jusqu'à sept heures du soir dans leur position. Un lieutenant-colonel d'artillerie qui s'était tenu, on ne sait trop pourquoi, pendant toute la journée auprès d'eux, leur dit que l'ordre était d'y passer la nuit. Cependant, depuis cinq heures, le feu avait cessé et ne continuait qu'à l'autre extrémité de la ville, entre les portes de Bruxelles et de Malines; il n'y avait plus de troupes dans Louvain, pas un seul soldat de la ligne, seulement quelques gardes civiques sur la place de l'hôtel de ville. Le lieutenant Blancpain, qui commandait la batterie, jugeant que rester plus long-temps isolé de la sorte c'était se dévouer à une mort certaine et sans aucune utilité, donna l'ordre du départ après que le lieutenant-colonel se fut lui-même assuré que la ville était entièrement abandonnée. On n'avait qu'un seul cheval pour quatre pièces et trois caissons; le tout fut traîné à bras et ramené sur la place du Collège Philosophique. Ces quatre pièces d'artillerie furent embarquées dans la soirée et dirigées sur Malines, où elles doivent se trouver encore en ce moment. Il est facile de sentir combien était pénible la position de cette brave compagnie vers la soirée. Elle avait en tête l'ennemi qui, se déployant et débordant sur tous les points, entourait la ville où les troupes entrèrent peu d'instans après. On ne conçoit donc point par quel motif, lorsque déjà on avait renoncé au projet de défendre Louvain, l'ordre lui fut donné de garder sa position pendant la nuit.

Nous avons sous les yeux les clous que vers trois heures après-midi un 1^{er} lieutenant d'artillerie de la ligne avait apportés pour enclouer la batterie qu'elle servait.

Voici un fait qui a droit de surprendre. Au moment où l'action était engagée, de la cavalerie hollandaise se présenta à portée du canon. Le lieutenant s'appretait à commander le feu, quand un officier à grosses épaulettes s'écria qu'il ne fallait pas tirer, que c'était le corps de Niellon. Malgré ses ordres on fit feu de quatre pièces et deux trouées se firent apercevoir dans ce corps de cavalerie que l'on reconnut bien distinctement alors pour des cuirassiers ennemis. On leur envoya encore quelques volées de canon qui leur fit beaucoup de tort.

Nous ne devons pas aussi omettre un lieutenant du 12^e régiment qui contribua à la défense de la batterie, et un prêtre nommé *Jean Antons* qui, après avoir célébré une messe pour nos compatriotes, revint et resta auprès d'eux jusqu'à la fin de l'affaire.

EXTERIEUR.

FRANCE. — Paris, 16 août.

Les traités de 1814 et de 1815 sont désormais avoués, reconnus, proclamés! On disait que la défaite ne pesait plus sur nous: elle nous accable, nous opprime, et la sainte-alliance rajeunie a repris ses bureaux, recommencé ses protocoles, et la main de Talleyrand, cette main, qui a tant signé d'actes de trahison, cette main de Talleyrand signe encore... C'est lui, c'est ce débris de tant de crimes politiques, qui représente toujours la France de juillet! C'est lui qui imprime son mouvement à notre politique extérieure...

Que si l'on niait ce dernier fait, on pourrait défier M. Sébastiani de montrer une seule note de cet ambassadeur, adressée directement au ministre responsable. C'est par la vieille tactique de l'intrigue! que l'on conduit encore toutes les affaires de la France à l'étranger: La vieille science diplomatique, qui n'oublie rien et n'apprend rien, est encore interposée entre les peuples et les gouvernemens. La révolution de juillet a donc été faite pour que cinq plénipotentiaires en réglissent l'exercice. La Russie même y met la main!... Cette Russie, qui de l'aveu même de nos ministres marchait contre nous, et qui serait à nos frontières sans la Pologne... Et nous ne voulons pas reconnaître à nos risques cette même Pologne, dont les enfans meurent pour nous!...

Qu'est-ce donc, dites-moi, que cette politique? Qu'est-ce? Impérialisme, peur, trahison... Et la chambre recule devant les boutades de M. Perier! Et la chambre se laisse tromper par les ruses de M. Sébastiani!...

Qu'on y songe bien, l'avenir est gros d'orages! Aucune des grandes questions n'est tranchée; tous les intérêts souffrent. L'incertitude se prolongera, car elle est née d'un faux système, et l'adhésion à ce faux système ne fera que l'augmenter... Quand la chambre qui est appelée à représenter le peuple ne le représentera pas, vous verrez se reproduire INÉVITABLEMENT toutes les agitations de l'année dernière; vous croyez avoir vaincu la difficulté par un vote qui vous satisfait dans vos salons: vous ne regardez pas au-dehors. Vous vivez dans un atmosphère de cour. Eh bien!... suivez cette ligne. Vous avez vu ce qu'elle a produit depuis un an, vous verrez ce qu'elle produira encore. Mais songez bien que plus on fondait sur vous d'espérances, plus on s'indignera d'avoir été trompé!... (Tribune.)

Hier, MM. les commandans et officiers supérieurs de la garde nationale de Paris et des régimens des troupes de ligne en garnison à Paris, ont eu l'honneur de dîner avec le roi et la famille royale.

S. M. a travaillé avec M. le ministre des affaires étrangères.

Aujourd'hui, le roi a travaillé avec M. le ministre de la guerre.

— On lit dans le *Sténographe* les nouvelles suivantes, auxquelles il nous peinerait d'ajouter foi:

« Berlin, 10 août. — Je me hâte de vous donner des nouvelles po-

sitives sur les positions de l'armée russe, par lesquelles vous verrez que les affaires polonaises touchent à leur fin plus que jamais.

» Paskewitch s'approche toujours de plus en plus de Varsovie, cependant avec la plus grande circonspection. Pour arriver plus sûrement à son but, il attendait l'arrivée du général Gerstenzweig, ce qui lui a réussi, puisque ce dernier est arrivé par le même chemin que le premier. Il lui amène 40,000 hommes et 60 canons; de manière que Paskewitch possède 89,000 hommes et 160 canons. Le quartier-général est à Lowicz.

» Le général Rudiger avance de même avec son corps sur Varsovie, pour agir de concert avec Paskewitch. Le général Tolstoi est déjà entré avec des troupes fraîches dans le palatinat d'Augustowo et se trouve maintenant probablement entre Ostrolenka et Pultusk. Son armée consiste en 80,000 hommes; ils marcheront de même contre Varsovie.

» Dans la Lithuanie et la Volhynie, l'insurrection est entièrement étouffée; de cette manière, leurs opérations ne peuvent manquer; l'affaire touche à sa fin.

» On croit qu'on capitulera plutôt que de livrer une bataille.

» La poignée de Polonais ne peut plus se défendre, et nous recevons de Varsovie les nouvelles les plus tristes, dans lesquelles les habitans font la peinture de leur malheureuse position.»

La cour d'assises a eu à prononcer, le 13 de ce mois, sur une accusation de fabrication et d'émission de fausse monnaie. Cinq accusés étaient impliqués dans cette affaire. Le nommé Frédéric, déclaré coupable de fabrication, a été condamné à la peine de mort. Les jurés l'ont recommandé à la clémence royale. Les autres accusés ont été acquittés.

Londres, 13 août.

Nous avons seulement le temps, dit le *Sun*, de faire remarquer l'étrange discours de M. Casimir Périer en faveur de son système politique! Ce discours sera, nous l'espérons, le dernier qu'il prononcera, car il annonce sa fin prochaine.

(Lettre particulière extraite du *Journal de Commerce*.)

Varsovie, 28 juillet.

La Pologne se berce encore de vaines espérances, et seule parmi les nations de l'Europe elle croit toujours que le gouvernement français va intervenir en sa faveur. Ces illusions ne tarderont pas à se dissiper en présence des faits malheureusement trop évidens. L'insurrection de Lithuanie est presque éteinte et les hordes du Nord pressent de toutes parts la ville sainte où le drapeau de la Vierge protège encore la liberté polonaise.

Le généralissime envié, calomnié, trahi, ne pouvant poursuivre avec régularité l'exécution de ses plans, reste depuis quelque temps dans une inaction désespérante. En attendant, les Russes passent la Vistule sur plusieurs points, ravagent nos belles campagnes, détruisent de magnifiques récoltes et interceptent toutes les communications, de sorte que Varsovie est menacée en même temps d'un blocus complet, d'une disette qui a déjà commencé à se faire sentir. Les vivres sont à un prix exorbitant, quoique l'argent soit extrêmement rare.

Au milieu de ce danger imminent le spectacle que présente la ville est touchant et sublime. Chaque matin, non seulement les hommes valides, mais les vieillards, les enfans, les femmes de toute condition se portent sur les remparts armés d'instrumens pour remuer la terre; partout des fossés se creusent, des palissades s'élèvent comme par enchantement. Déjà le chemin de Polonais est couvert, et bientôt la ville entière sera protégée par d'immenses fortifications. Le soir tous rentrent dans l'intérieur chargés de leurs instrumens; mêlés avec les soldats, ils chantent des hymnes patriotiques, s'embrassent avec enthousiasme et s'invitent à être exacts pour le lendemain. Les prêtres secondent de tout leur pouvoir cet élan de la population; chaque jour, après la messe du matin, ils font retentir du haut de la chaire évangélique des accents de liberté. Le peuple les écoute en les bénissant, et se dirige bientôt vers les remparts.

La ville de Varsovie est entièrement minée, et si la chance des combats devient funeste aux Polonais, le général russe ne plantera le drapeau du czar que sur un monceau de ruines ensanglantées.

AUTRICHE. — Vienne, 6 août.

Le choléra se propage de plus en plus sur la rive gauche du Danube. La mortalité est considérable à Pesth et à Ofen, et il y a déjà eu des personnes atteintes à Wieselbourg, à 12 milles de Vienne, endroit important pour l'approvisionnement de la capitale, à cause du marché de grains qui s'y tient. Cette nouvelle a répandu la consternation à Vienne. On espère néanmoins que le cordon de Hongrie qui va être maintenu avec rigueur, empêchera la maladie de pénétrer ici. S. M. l'empereur est, dit-on, fermement résolu à revenir ici, aussitôt que les premiers symptômes s'en manifesteront. On croit que le jeune roi de Hongrie se rendra alors à Prague, et S. A. I. l'archiduc François Charles à Milan. Les autres membres de la famille impériale resteraient ici.

On a été étonné hier de la scène de théâtre qui a été jouée à Paris à la chambre des pairs. Il n'y a pas de gloire à produire des trophées qui peuvent être plus que balancés par ceux qui ont été conquis dans les années 1813, 1814 et 1815. Le tact des journaux français leur a fait saisir ce qu'il y avait de louche dans cette comédie, et ils l'ont jugée de telle manière, que nous pouvons nous dispenser de rien ajouter à ce qu'ils ont dit.

(Gazette Universelle.)

ANGLETERRE. — Londres, 15 août.

Jeudi dernier, les plénipotentiaires des cinq grandes puissances ont tenu une conférence, après laquelle le prince Talleyrand s'est rendu chez le comte Grey.

— Le conseil de cabinet s'est assemblé cet après-midi, au bureau des affaires étrangères.

— Le *Courrier* dit, à l'occasion d'un discours de M. Casimir Perrier, au sujet de la marche des troupes françaises en Belgique, dans lequel ce ministre a insinué que ces troupes resteraient en Belgique jusqu'à ce que les forteresses élevées contre la France fussent démolies, comme il n'existe pas de raisons pour lesquelles le séjour de ces troupes serait prolongé pour un pareil objet, puisqu'il a été clairement entendu, sous la garantie des grandes puissances, que certaines forteresses seront démolies; nous espérons que le rappel de l'armée sera aussi prompt que l'a été son entrée en Belgique, et que le gouvernement français prouvera en cette occasion et en d'autres, que tout résolu qu'il soit de maintenir l'indépendance de la Belgique, avec ou sans le consentement des autres parties, il ne désire point profiter d'un prétexte afin de trouver pour son armée une occupation qui fournirait des motifs valables de jalousie et de méfiance aux puissances avec lesquelles il a jusqu'ici agi de concert. »

Nouvelles de Pologne.

Varsovie, 3 août.

On dit qu'à Sochaerzew, sur le Bzura, le général commandant, Casimir Skarzynski, a remporté des avantages sur les Russes qu'il a empêchés de passer cette rivière.

— Le général Uminski vient de rentrer dans l'armée active, il est parti pour l'armée avec le généralissime.

Du 4. — Quelques divisions de cavalerie russe sont au-delà de la Bzura. Le général Witt commande l'avant-garde. Paskewitsch était, il y a trois jours, à Khdno. Le général Dembinski est arrivé à Varsovie et s'est rendu de suite au gouvernement. Le général Ruddiger vient d'envoyer de nouveau quelques détachemens sur la rive gauche de la Vistule, entre autres à Rachow, Joseffow et Solez.

(*Preus. Staats. Zeit.*)

— L'arrivée du corps de Dembinski dans Praga a mis toute la capitale en mouvement; le président du gouvernement, prince Czatorinsky est allé au-devant du général à un mille de la ville; il l'a harangué en ces termes:

« Que ceux qui séduits par l'exemple de leurs commandans ont oublié le mot de salut de la Pologne: la victoire ou la mort se le rappellent en vous voyant. »

Une foule innombrable de vieillards, femmes et enfans s'étaient rendus à la barrière de Sehmulow pour saluer parens et amis. Lorsqu'on aperçut Dembinski avec son petit état-major, tout le monde s'écria: Bien venus les valeureux, bien venus nos sauveurs, bien venus les commandans de parais héros, honneur à vous! honneur au corps qui a sauvé notre honneur! Lorsque les colonnes s'approchèrent des retranchemens, la musique entonna le chant martial et le chant du peuple: (*Non, la Pologne n'est pas encore perdue.*)

— On écrit des frontières de Pologne, 10 août:

« On assure que le quartier-général des Russes se trouvait encore, il y a quelques jours, à Lowiez, et que leurs troupes ne s'étaient pas jusqu'ici dirigées plus avant dans le sens de Kalisch. Les tours d'observation sont encore en grande partie occupées par le Landsturm polonais. Toutefois, sur ce point, le corps de Rudiger s'avance de plus en plus; il a effectué le passage de la Vistule, et le 6, le gros de son armée se trouvait déjà à Radom. En outre, les troupes russes en deçà de la Vistule attendent, pour une époque très-prochaine, un renfort très-considérable, composé des forces réunies des généraux Creutz, Knorring, Sacken et Schiulkoff, montant à 25,000 hommes avec 80 canons; ils arrivent de Lithuanie, et d'après les nouvelles d'Augustowo, ils étaient, le 4, à Raygrad. On doit donc s'attendre, si non plus tôt, du moins à l'arrivée de ce renfort, à une affaire décisive. »

» Le 5, après-midi, les Polonais passèrent le Rawka avec 15,000 hommes et poussèrent une reconnaissance jusqu'au village de Bieborow. Les Russes étaient portés près d'Arkadia. Des deux cotés, on se contenta de s'observer réciproquement, sans en venir aux mains, il n'y eut qu'une canonnade insignifiante; le 6, les Polonais repassèrent le Rawka, dont le passage est en leur pouvoir.

» Sur la rive droite de la Vistule le général Turno s'était avancé jusqu'à Plozk, mais les Polonais l'ont mis en déroute avec une perte considérable.

» On attendait hier à Kalisch le retour de la commission administrative de la Voïvodie, qui s'était sauvée de cette ville. »

POSTE DE L'APRÈS-MIDI.

ELECTIONS.

Les graves événemens des jours passés nous avaient fait perdre de vue nos prochaines élections: nous nous hâtons d'y revenir aujourd'hui; car, plus que jamais, nous sentons la nécessité de choisir pour sénateurs et représentans de la nation, des hommes d'une haute capacité, et qui puissent prévenir le retour des malheurs affreux dont nous avons été menacés.

Le défaut d'intelligence dans les ministres, les vues étroites de la majorité du congrès, nous ont laissés désarmés à la merci de l'ennemi qui vient de ravager nos provinces. Cette cruelle leçon ouvrira-t-elle enfin les yeux aux Belges et pourra-t-elle leur apprendre dans quels

rangs il faut aller chercher les hommes qui doivent être appelés au gouvernement.

— S'il faut en croire les bruits qui circulent, la Hollande devrait payer les frais de l'intervention française. (*Courrier de la Meuse.*)

— Des lettres de commerce de Batavia du 29 mars ne font nullement mention de l'insurrection qui aurait éclaté dans cette colonie (*J. du C.*)

— Le bruit court qu'un courrier est arrivé d'Angleterre porteur des dépêches du cabinet de St-James pour M. Adair, d'après lesquelles il devrait insister auprès du roi Léopold pour obtenir l'évacuation immédiate de la Belgique par les troupes françaises.

Le roi, accompagné du ministre de la guerre et de l'inspecteur-général du service de santé, est allé visiter hier à midi les blessés, aux hôpitaux de St-Pierre et des Minimes. Il s'est entretenu avec plusieurs d'entr'eux, avec la plus grande affabilité, sur les diverses affaires auxquelles ils avaient assistés. La plupart des blessés appartenaient au 12^e. Ce brave 12^e, répétait souvent le roi avec beaucoup d'émotion, il a bien souffert! Il a invité M. le ministre de la guerre à prendre les noms de plusieurs officiers et soldats, et spécialement ceux de trois officiers du 2^e chasseurs à pied, qui n'avaient pas encore reçu de brevet. Ces braves l'ont accueilli avec le plus vif enthousiasme.

Le roi a voulu goûter les alimens qu'on distribuait aux malades, et a paru en général très-satisfait. On nous assure cependant qu'il a hautement exprimé le désir qu'un autre établissement fût affecté: l'hôpital militaire que celui de l'ancien couvent des Minimes, qu'il a trouvé peu convenable à cette destination. Ce local présente en effet un si grand nombre d'inconvéniens, qu'on est étonné qu'on ait pu le transformer en hôpital.

Des fonds seront, dit-on, demandés pour cet objet à la prochaine législature.

L'hôpital militaire de cette ville, par suite de nombreuses évacuations des hôpitaux voisins, se trouve momentanément encombré.

ORDRE DU JOUR.

Sa Majesté, pendant la courte campagne qui vient de se passer, a examiné attentivement la conduite des différens corps composant l'armée de l'Escaut qui s'est trouvée immédiatement sous ses ordres.

Je suis chargé par elle de porter à la connaissance de toute l'armée belge, que le roi témoigne son entière satisfaction à l'artillerie qui, par sa fermeté et sa bravoure devant l'ennemi, sa discipline et son bon ordre dans les marches, cantonnemens et bivouacs, a mérité l'approbation royale, dont je me félicite d'être aujourd'hui l'interprète.

Le roi donne également des éloges à la cavalerie qui, en toutes circonstances, s'est acquittée avec zèle des opérations qui lui étaient confiées.

Plusieurs corps d'infanterie se sont aussi distingués, et un ordre du jour subséquent fera connaître les régimens ou détachemens dont S. M. peut avoir à se louer; mais tous ne sont pas dans cette situation, et l'infanterie a généralement besoin d'acquiescer plus d'aplomb et de régularité dans ses marches.

Les chefs de corps doivent surtout s'attacher à diminuer le nombre des trainards qui, à la suite de l'armée, obstruaient les routes, et sans motifs suffisans, surchargeaient les voitures de bagages.

Bruxelles, le 15 août 1831.

Le général de brigade, chef d'état-major général,
CONST. D'HANE.

COMMERCE.

MARCHÉ DE BRUXELLES. — Prix des huiles du 17 août.
Huile de Colza disp., 48; nov., 48 1/2; déc., 48 3/4; huile de lin présente 54.
Ce qui précède est en argent de Brabant.

BOURSE D'ANVERS, du 17 août.

Métalliques.	82	N	Société de Commerce.		
» 27 ^m			Guebhard.		
Lots.	35 1/4	P	Rente perp. Esple à Paris.	48	A
Napolitains.	64		» » à Amst.	43 à 42 7/8	A
» 27 ^m			Anglo-Danois.	62	N
» Anglais			Lots de Pologne.		
Sicile de D ^s 1200			Emprunt de 12,000.	75	A

Bourse de Paris, du 16 août. — Rentes 5 p. 0/10 compt., jouiss. du 22 mars 1830. 88 fr. 85 c. — 4 p. 0/10, 73 fr. 50 c. — Rentes 3 p. 0/10, jouissance du 22 juin 1830. 57 fr. 85 c. — Act. de la banque, 1540 fr. 00 c. — Certif. Falcoquet, 63 fr. 70 c. — Cortes d'Espagne, 10 fr. 00. — Emprunt royal d'Espagne 1830, 64 fr. — Rente perpétuelle d'Espagne, 49 fr. 3/4. — Emprunt de France, 89 fr. 00.

Bourse d'Amsterdam, du 12 août. — Dette acvée, 35 3/8, billets de change, 12 1/2; synd. d'amort., 56 3/4.

Fonds publics à Londres, du 13 août. — Cons., 81 5/8.
Cours de Vienne, du 6 août. — Mét., 78 1/4; act. de la banque, 988.

ANNONCES.

1210. Bon vinaigre de vin, première qualité, à vendre en gros et en détail. S'adresser chez M^{me} Nalinne, rue de Fer, à Namur.

1099. Emprunt de douze millions de florins.
Les personnes qui désireraient vendre leurs récépissés de paiemens de cet emprunt, peuvent s'adresser au notaire Delvigne, qui est chargé d'en acheter par commission.

1212. Un chien d'arrêt, âgé de 19 mois, très-bien dressé, sans défaut et à l'épreuve.

S'adresser à la Barrière du Plaisir, près d'Emplines, par Ciney.